

Bruxelles, Westminster et les lignes de fracture

■ Comme le référendum sur le retour de Léopold III chez nous en 1950, celui sur le Brexit disloquera-t-il le Royaume-Uni ? Les nationalistes écossais espèrent en tout cas que le Brexit puisse entraîner une nouvelle consultation sur l'indépendance écossaise.

DAVE SINARDET

Professeur de sciences politiques à la VUB.

Jusqu'ici, les débats sur le Brexit m'ont davantage interpellé comme fan de l'humour britannique que comme amateur de débats intellectuels. Les partisans du maintien et ceux du retrait de l'Union européenne (UE) se sont surpassés ces dernières semaines, en pré-

sentant aux Britanniques une image apocalyptique de ce qui allait se passer si l'autre camp venait à gagner. Même s'il faut préciser que le camp du "Leave" bat pour l'instant tous les records à ce sujet.

Il y a pourtant beaucoup en jeu, aussi bien pour l'UE qui perdrait pour la première fois un membre important (ce qui pourrait être interprété comme un précé-

dent par des mouvements anti-Européens dans d'autres pays) que pour la Grande-Bretagne qui s'embarquerait dans une aventure incertaine.

En plus, le Brexit pourrait tout aussi bien signifier le début de la fin du Royaume-Uni lui-même. C'est que les nationalistes écossais ont déjà prévenu

que, dans ce cas, ils exigeraient un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Car, disent-ils, les Écossais ne peuvent être retirés de l'Union européenne contre leur gré. Boris Johnson, une des figures de proue de la campagne pro-Brexit, a déjà concédé qu'il existait effectivement un risque de tensions accrues entre l'Angleterre et l'Écosse.

Comme en 50 en Belgique

Les nationalistes écossais semblent espérer une dynamique un peu similaire à celle que la Belgique a connue lors de son seul référendum national, le 12 mars 1950, sur le retour de Léopold III.

Au niveau du pays, il y avait une majorité pour le retour du Roi, mais ce résultat national

cachait entre autres une différence Nord-Sud, une majorité n'étant pas atteinte en Wallonie. La réalité était en fait plus complexe, avec une différence supplémentaire entre villes et campagnes et un clivage gauche-droite. Mais les perdants ont pu utiliser la différence communautaire pour contester le résultat, non sans succès. Ce (seul) référendum belge est considéré

comme un des premiers événements à avoir révélé la ligne de fracture communautaire.

Comme il y a deux ans en Écosse

Puisque les sondages montrent que les Écossais ont en majorité tendance à vouloir rester dans l'UE, le Scottish National Party (SNP) voit dans le référendum sur le Brexit un outil pour renforcer les demandes d'indépendance. Sous la direction de la cheffe du gouvernement écossais, Nicola Sturgeon, le parti fait ainsi campagne pour le maintien dans l'UE. En tant qu'Écossais profilés à gauche, ils s'opposent directement à une grande partie de la droite anglaise: l'aile eurosceptique des conservateurs et le parti radical de droite Ukip qui défendent la sortie de l'UE. Et ce n'est pas la première fois.

Le référendum sur l'indépendance de l'Écosse, tenu il y a moins de deux ans, tournait en grande partie autour de la même opposition. Les conservateurs étaient parmi les plus farouches ennemis de l'indépendance écossaise, tout comme l'Ukip, mené par Nigel Farage. En outre, le SNP brandissait l'image d'une Grande-Bretagne dominée par les Tories comme argument pour l'indépendance. Exactement comme la N-VA fai(sai)t campagne pour l'autonomie flamande en brandissant le spectre

d'une Belgique dominée par le PS.

Et pourtant, les nationalistes écossais ont plus en commun avec Boris Johnson et Nigel Farage qu'on ne pourrait le croire à première vue. Leurs points de vue ont beau être diamétralement opposés dans les deux référendums, si on écoute les arguments qu'ils utilisent pour les défendre, on a l'impression qu'ils se les sont échangés entre les deux consultations populaires.

Des points communs sur le fond...

Tant la sortie des Écossais de la Grande-Bretagne que celle des Britanniques hors d'Europe est souvent défendue par ses partisans en faisant référence à la démocratie et à la souveraineté. Bien entendu, d'autres

thèmes à large retentissement populaire sont aussi utilisés, comme l'économie et l'immigration. Mais la ligne de fond est généralement que les Écossais/Anglais doivent pouvoir décider eux-mêmes de leur avenir.

Des politiciens comme Johnson et Farage utilisent autant d'arguments nationalistes que Sturgeon. La seule différence est que leur nation n'est pas la même. On peut considérer l'Ukip comme un parti nationaliste britannique, et le discours de Johnson et d'autres Tories eurosceptiques répond également au critère du nationalisme british: le peuple britannique doit pouvoir se gouverner lui-

même, plutôt que de s'incliner devant les diktats européens. Ce n'est pas à Bruxelles, mais à Westminster que doit se décider la vie des Britanniques.

Pour les nationalistes écossais, c'est précisément Westminster qui mine le droit des Ecossais à décider de leur avenir. Mais bizarrement, les Ecossais ont tout d'un coup moins de problèmes à être gouvernés par Bruxelles que par Londres. Et Johnson et consorts n'accordent pas à l'Ecosse la souveraineté sacrée qu'ils réclament pour les Britanniques. Ou plutôt pour les Anglais, car des gens comme Farage peuvent aussi être considérés comme les exponents d'un nationalisme anglais, si ce n'est que dans la pratique, pour eux, Anglais et Britanniques sont souvent synonymes. En tout cas, ils sont "Anglocentriques".

Et ils ont plus en commun avec les nationalistes écossais qu'ils ne veulent bien l'admettre.

Les unionistes britanniques

qui, il y a deux ans, rejetaient encore avec dédain les arguments des nationalistes écossais, utilisent maintenant les mêmes arguments dans leur campagne pour quitter l'UE. Tandis que les gens du SNP brandissent les mêmes arguments pour rester dans l'Union que les adversaires de l'indépendance écossaise naguère.

La même frustration

Une large frange des électeurs SNP semble cependant percevoir l'inconséquence intellectuelle que cela comporte. Des sondages récents montrent que jusqu'à un tiers d'entre eux a l'intention de voter pour le Brexit, et ce contre la ligne du parti.

Selon un ancien parlementaire du SNP, ce n'est rien d'autre que logique: conquérir son indépendance du Royaume-Uni pour se submerger dans l'UE est ressenti comme antinaturel par bon nombre d'électeurs du SNP. Selon le leader de la campagne écossaise pro-Brexit, l'instinct naturel de beaucoup d'électeurs nationa-

listes penche vers une sortie de l'Europe, en dépit de la ligne officielle du parti.

L'explication pourrait aussi se retrouver ailleurs. C'est que les défenseurs de l'indépendance écossaise et britannique ont encore autre chose en commun: ils jouent tous deux sur une frustration largement répandue chez les citoyens qui estiment avoir perdu le contrôle sur les décisions politiques. Une élite dans sa tour d'ivoire, indifférente aux désirs du peuple, est la coupable toute désignée. Qu'elle opère depuis Londres ou Bruxelles n'est finalement qu'un détail.

Cette frustration dépasse d'ailleurs la Grande-Bretagne et l'Europe. Comme le prouve par exemple le succès de Donald Trump.

→ Dave Sinardet publie une opinion dans nos pages un samedi sur deux.

→ Traduction: Jean-François Jourdain.

Les unionistes britanniques qui, il y a deux ans, rejetaient encore avec dédain les arguments des nationalistes écossais, utilisent maintenant les mêmes arguments dans leur campagne pour quitter l'Union.